

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité - 1^{er} février 2015 (hors service civique)

1. Lutte contre la radicalisation : des actions – site internet et vidéo – bien vues mais n'épuisant pas le sujet

⇒ 54% des Français disent avoir « *entendu parler du site internet 'Stop-djihadisme' et de la vidéo lancés par le gouvernement sur les réseaux sociaux et internet* » (soit un score assez bon) – dont 31% des moins de 24 ans.

32% de ceux qui disent en avoir entendu parler disent, aussi, avoir vu la vidéo (ou des extraits diffusés par les JT).

⇒ Les jugements sur l'efficacité sont cependant nuancés :

- 49% de ceux qui ont entendu parler du site ou vu la vidéo pensent que « *ce type d'action est un bon moyen de lutter contre la radicalisation des jeunes* » (50% non).
- La confiance dans le gouvernement pour « *éviter la radicalisation de certains jeunes musulmans* », qui restait le point faible perçu du dispositif, n'a pas augmenté – elle a même plutôt baissé, de 45% à 40% (68% des électeurs de F. Hollande, 40% de ceux de N. Sarkozy et 14% de ceux de M. Le Pen).

➤ *L'opinion semble avoir conscience de la complexité du sujet – depuis Merah, qui a constitué une prise de conscience, les Français ne savent pas trop comment aborder cette « menace intérieure ».*

Dès lors, les actes ou annonces rapides, s'ils ne sont pas rejetés, laissent les Français un peu dubitatifs : s'ils sont prêts à laisser du temps au gouvernement pour agir, ils semblent réclamer surtout de la constance et une action globale.

2. Banlieues : toujours un malaise de l'opinion

⇒ Alors que le sujet n'a pour le moment été visible que sous l'angle du constat (« apartheid ») plus que des solutions, 39% des Français pensent que le gouvernement parle « *suffisamment* » de la situation dans les banlieues, contre 35% « *pas assez* » et 25% « *trop* ».

Les sympathisants socialistes trouvent, plus nettement que les autres, la tonalité actuelle bonne (54% de « *suffisamment* », contre 27% de « *pas assez* » et 18% de « *trop* »).

A noter cependant que les compréhensions de la question peuvent varier : 46% des électeurs de M. Le Pen jugent ainsi que le gouvernement ne parle « *pas assez* » de la situation dans les banlieues – mais sûrement pas pour les mêmes raisons que les sympathisants de gauche...

⇒ Là encore, les Français demandent avant tout du temps et de la constance. Ainsi, 54% pensent « *qu'il faut lancer un travail de concertation avec tous les acteurs car aucune mesure urgente ne peut être aujourd'hui vraiment efficace dans les banlieues* » (64% à gauche) ; contre 44% pour qui « *il faut prendre des mesures urgentes car certaines peuvent être efficaces à court terme pour améliorer la situation dans les banlieues* » (dont 67% des électeurs de M. Le Pen – dont on imagine les mesures urgentes préconisées).

➤ *Ces questions reflètent, une nouvelle fois, les fractures de l'opinion sur ce sujet : mal à l'aise pour en parler (ou lorsqu'on le réclame, c'est avant tout pour les stigmatiser) ; et préférant qu'elles ne fassent pas l'objet de mesures spécifiques tout de suite (dont on craint qu'elles se fassent au détriment des autres territoires).*

Les éventuelles annonces sur ce plan pourraient ne pas viser trop spécifiquement les quartiers (éviter de renforcer l'effet de stigmatisation) et, pour ne pas nourrir le ressentiment, être accompagnées de réassurances que les autres territoires ou populations fragilisées feront l'objet d'autant d'attention.

3. Esprit d'unité nationale : une évaporation plus rapide dans la classe politique que dans la société, ce que les Français regrettent.

⇒ Près de la moitié des Français (46%) pensent que « *l'esprit d'unité nationale est toujours présent en France* » (50% des électeurs de F. Hollande). 37% pensent qu'il n'est plus présent et « *le regrette* » (45% des électeurs de M. Le Pen).

Seuls 17% pensent « *qu'il n'est plus présent, et c'est normal* » (30% des électeurs de J-L. Mélenchon).

⇒ Ils sont moins d'un tiers (32%) à estimer qu'il est « *toujours présent dans la classe politique* ». 45% pensent qu'il est parti et le regrette. 23% estiment que c'est normal (dont 36% des électeurs de J-L. Mélenchon et 29% des électeurs de N. Sarkozy).

➤ *La demande d'unité nationale reste toujours aussi forte : au total près de 8 Français sur 10 estiment que cet esprit d'unité persiste ou aurait dû persister.*

Les briseurs – relatifs – de consensus sont d'abord les électeurs de J-L. Mélenchon (dernier segment de l'électorat vraiment idéologisé), dans une moindre mesure les électeurs UMP (chez qui les réflexes politiques pourraient reprendre progressivement les dessus et les amener à se méfier d'une possible instrumentalisation). Mais pas les électeurs de M. Le Pen, qui voient certes plus que les autres la société plus divisée, mais espèrent cependant comme les autres que les responsables politiques sauront cette fois y apporter des réponses hors des postures politiques.

4. Grèce : Syriza pourrait faire bouger les choses, mais semble rester un sujet lointain

⇒ 52% des Français pensent que la victoire de Syriza est « *une bonne chose* » (sans plus de précision). Seuls les électeurs de N. Sarkozy et de F. Bayrou sont réticents (à 59 et 58%).

Les électeurs de J-L. Mélenchon l'approuvent sans surprise à 83% ; ceux de F. Hollande à 59% ; et ceux de M. Le Pen à 53% (pour des raisons qui ne sont sans doute pas les mêmes).

Seuls 25% des Français se disent « *inquiets* » de cette victoire (31% des électeurs de F. Bayrou et 45% de ceux de N. Sarkozy). Les électeurs de F. Hollande ne s'en inquiètent pas à 80%.

⇒ 47% des Français pensent que « *la France doit jouer un rôle de médiateur entre la Grèce et l'Union européenne afin d'assouplir la politique de rigueur à l'échelle européenne* » (contre 52% non).

Les seuls demandeurs sont les sympathisants de gauche (61%, dont 67% des sympathisants PS). Les sympathisants de droite et plus encore d'extrême droite préfèrent ne pas s'en mêler (40 et 22%).

➤ *Le sujet, tel qu'il s'est présenté jusqu'à présent (sous un angle assez peu alarmiste et surtout sans symptôme visible de crise immédiate), a sûrement été pris avec une certaine distance par les Français. Ils ne sont donc pas inquiets ; et chacun semble y mettre ce qu'il veut : les sympathisants de gauche en espèrent plus de croissance ou de relance, les sympathisants FN moins d'Europe.*

Ils ne demandent cependant que modérément de se saisir de cette élection pour faire avancer leur propre agenda : outre que le sujet paraît sans doute lointain, les craintes de conséquences non maîtrisées ou d'un retour de la crise si le sujet prend une autre ampleur semble affleurer et les retenir.

Adrien ABECASSIS